

Les catalyseurs du changement

Dans la lutte pour la participation et la transparence, la nouvelle génération digitale prétend construire une cyberdémocratie comme la meilleure garantie pour contrôler les institutions.

Lali Sandiümengé

Le *hackerspace* de Nawaat est une vaste salle confortable dont le mobilier se compose d'une grande table de réunion et de deux canapés. Elle est installée dans un immeuble que le blog collectif Nawaat a loué près de la place tunisienne de la Kasbah après la chute de Zine el Abidine ben Ali. Le règlement intérieur du *hackerspace* (<http://hackerspace.tn>), une initiative pionnière dans le monde arabe, commence par un axiome qui relie le monde *offline* au monde *online* et qui s'adapte parfaitement au vent nouveau qui souffle sur le monde arabe : « Nous acceptons les patches: dans la vie comme dans le code, tout est dynamique et susceptible d'être modifié ; ne vous en plaignez pas, réalisez le changement ».

Avant la révolution tunisienne, Nawaat (<http://nawaat.org>) était l'une des plateformes digitales de révolte contre le régime les plus puissantes. Fondée en 2004 par Sami ben Gharbia et les frères Riadh et Sufiene Guerfali auxquels se joindrait un peu plus tard Malek Khadraoui, elle agissait toujours de l'exil, diffusait des informations interdites et grâce à Internet aidait les activistes à l'intérieur du pays à contacter et à dire à l'extérieur les quatre vérités de la dictature. Pendant la transition, elle s'est transformée en une association qui contrôle la voie vers la démocratie, préserve les valeurs de la révolution et, en particulier, la liberté d'expression et d'information et le pouvoir des citoyens de participer activement aux affaires publiques et de surveiller leurs gestionnaires. Elle prétend également protéger et développer la liberté sur Internet et utiliser les technologies de l'information pour fortifier la société civile et favoriser une démocratie participative.

Nombreux sont les projets de ce genre qui sont développés au sein du *hackerspace*, une sorte de laboratoire de collaboration d'idées qui a surgi lors d'une rencontre entre les membres de Nawaat et deux anciens défenseurs du code libre, Chemseddine ben Jemaa et le twitteur Slim Amamou. De temps en temps, ils organisent ensemble des « réunions de programmeurs » ou *hackathon*, un terme constitué de « hack » et « marathon ». Le premier événement qui a eu lieu fin décembre 2011, a rempli tout le local et comme symbole de la naissance d'une ère nou-

velle, il compta sur la participation de Moez Chakchouk, le nouveau directeur de l'Agence tunisienne d'Internet (ATI), l'ancien appareil de censure du régime. Cette rencontre qui dura trois jours, mit en marche plusieurs projets qui reflètent assez bien dans quoi est engagée la communauté digitale du pays : la plupart de ceux-ci ont trait à la liberté d'accès et au flux d'information, à la transparence et à la participation citoyenne.

Nawaat est un exemple qui illustre parfaitement comment les blogueurs et les activistes digitaux arabes qui ont lutté contre les régimes autocratiques de la région ont assumé un rôle éminent dans les transitions. Depuis le départ forcé de Ben Ali et de Hosni Moubarak, toute une pléiade d'initiatives digitales est apparue dans les deux pays pour la mobilisation sociale et politique, et spécialement en Égypte. Les leaders de quelques-uns de ces projets sont les mêmes pionniers qui ont commencé, il y a 10 ans, à utiliser Internet comme outil de changement et qui ont été rejoints par un grand nombre d'activistes et de citoyens journalistes.

Reconnaissant le rôle promoteur que la Tunisie a joué dans le dénommé *Printemps arabe*, un certain nombre d'entre eux – presque une centaine de toute la région – se sont réunis en octobre 2011 dans la capitale tunisienne pour tenir la troisième réunion des blogueurs arabes, une conférence organisée par Nawaat, Global Voices Online et la Fondation Heinrich Böll, pour évaluer le rôle qu'ils jouèrent dans l'histoire récente de leurs pays, explorer de nouvelles formes d'activisme et débattre sur la participation des médias sociaux dans la construction d'une nouvelle société.

Pour eux tous, la révolution continue et ne s'est pas terminée avec la chute des dictateurs. C'est pour cela que les outils comme Internet sont tellement importants pendant la transition comme ils le furent pour préparer le chemin vers la révolte. Leur concours s'est organisé de plusieurs façons. Quelques-uns décidèrent de participer aux nouvelles institutions politiques et se présentèrent aux élections dans leurs pays, bien qu'aucun d'eux ne fut élu (comme dans le cas de Riadh Guerfali et d'Amira Yahyaoui, candidats à l'Assemblée Consti-

Lali Sandiümengé, journaliste freelance, autrice de *Guerrillers del teclat*. La Magrana, 2012).

tuante tunisienne ou de Mahmoud Salem *Sandmonkey* et de Dalia Ziada aux législatives en Égypte). D'autres, comme Nawaat en Tunisie ou Wael Abbas en Égypte se sont axés sur la promotion du journalisme citoyen et sur la formation de nouvelles four-nées d'activistes et d'informateurs.

La plupart d'entre eux sont, à l'heure actuelle, engagés dans des initiatives qui tentent que les citoyens se prennent en main, qui essaient de contrôler le nouveau pouvoir ou de régler les comptes du passé. À titre d'exemple, la page de Facebook « Nous sommes tous Khaled Said » (<http://www.facebook.com/ElShaheed>) que l'égyptien Wael Ghonim, responsable de marketing de Google pour le Moyen-Orient a créé dans l'anonymat en juin 2010, a près de 2,4 millions d'adeptes et est toujours une plateforme de débat politique très active et influente (chacun des posts publiés reçoit des dizaines ou des centaines de commentaires et des milliers de « j'aime ») et une machine de mobilisation très bien graissée quand des protestations sont convoquées. Une autre initiative intéressante de promotion du dialogue et de la réflexion est celle qui a été lancée en juin 2011 par le blogueur Ala Abd el Fattah, considéré comme le père de la blogosphère locale, quand il organisa la première « tweet nadwa » ou « rencontre de twitteurs » pour transmettre au monde *offline* les discussions politiques qui s'organisent de plus en plus sur Twitter. Lors de la première réunion, consacrée à débattre avec les jeunes blogueurs islamistes sur le rôle des Frères musulmans dans l'avenir du pays, les twitts concernant ce thème ont été projetés sur un grand écran en limitant chacune des interventions à 140 secondes (ce qui correspond à la limite de 140 caractères des messages sur Twitter). Depuis lors, d'autres réunions se tiennent périodiquement.

Maintenir vivante la révolution

La Tunisie et l'Égypte sont les deux pays pionniers du *Printemps arabe* et les deux vétérans les plus habiles dans l'utilisation des technologies pour le changement social et l'activisme. Dans ces deux pays, les médias sociaux sont utilisés avec adresse et efficacité pour maintenir vivante la révolution, pour promouvoir la transparence et la remise des comptes, pour élargir les barrières du journalisme classique et renforcer le rôle de la société civile.

En Égypte, une grande partie de l'activité est consacrée à diffuser une information censurée par la Junte Militai-



Le blogueur Ramzi Bettai lors de la troisième réunion des blogueurs arabes, une conférence organisée par Nawat. Tunis, octobre 2011. /FETHI BELAID/AFP/GETTY IMAGES

re qui a assumé le pouvoir par intérim suite à la chute de Moubarak et à promouvoir un débat politique et social sain et sans cachotteries. Après un bref interlude à la suite de la révolution du 25 janvier, alors que l'armée créait une page sur Facebook (<http://www.facebook.com/Egyptian.Armed.Forces>) pour se « communiquer » avec la jeune génération révolutionnaire et que tout paraissait possible, y compris le démantèlement du ministère de l'Information, les vieilles habitudes furent reprises : les dirigeants militaires se résistèrent à céder le pouvoir à une autorité civile et ressuscitèrent les lignes rouges qui bâillonnaient la presse à l'époque de Moubarak et, en particulier, les critiques sur l'armée ou sur la mauvaise gestion de la transition. Très symptomatique de ces anciennes habitudes est le fait que plusieurs blogueurs, comme ce fut le cas de Mikael Nabil, d'Asma Mahfouz, de Hossam el Hamalawy ou d'Ala Abd el Fattah, furent interrogés, détenus ou accusés (Nabil fut condamné à trois ans de prison) et, en même temps, que des milliers de civils étaient jugés par des tribunaux militaires. En contrepartie, les révolutionnaires créèrent différentes plateformes digitales de condamnation et d'activisme.

Dans cette sorte de guerre pour l'information qui utilise conjointement et stratégiquement l'espace public et Internet, l'une des initiatives les plus remarquables est celle de « Non aux tribunaux militaires pour les civils » (<http://en.nomiltials.com/>), créée par Mona Seif, la sœur d'Ala Abd el Fattah, et Nour Nour, le fils d'Ayman Nour, le politique libéral qui osa défier Moubarak lors des élections présidentielles de 2005 et qui fut

condamné à cinq ans de prison. La campagne dispose d'un site web pour diffuser des informations identifiées et documentées sur chacun des cas des détenus. Des protestations sont également organisées qui se tiennent dans la rue comme *online* : l'une des récriminations les plus effectives fut quand près de 8 000 usagers de Facebook réussirent à bombarder de commentaires la page officielle de l'armée sur ce net social au mois d'août 2011, ce qui obligea l'administrateur à la fermer. Le débat fut alors transféré sur Twitter, à partir duquel la plateforme continue à diffuser les informations par le biais de son compte (@NoMilTrials, plus de 15 000 adeptes) et le hashtag #nomiltriads.

Une autre initiative intéressante, provenant du journalisme citoyen, qui a obtenu en peu de temps de nombreux adeptes et beaucoup de prestige est le site « Mosireen » (Déterminés, <http://mosireen.org/>), naissant de la propre expérience de la place Tahrir, où des citoyens équipés de téléphones mobiles et de caméras prirent des photos, filmèrent des vidéos qui apparurent ensuite sur Internet. Mosireen, où participe la vétérane blogueuse Salma Said, organise des ateliers de formation, facilite le matériel pour documenter les événements et diffuse *online* des vidéos, des photographies et des témoignages (en un an son canal sur Youtube a reçu près de 3,5 millions de visites). Des projections à l'air libre sont également organisées afin que ceux qui ne sont pas connectés à Internet puissent voir ses travaux.

Ces deux plateformes collaborent transversalement à un autre projet très créatif et efficace de condamnation des abus commis par l'armée : « Zaskar Kazeboon » (Les militaires sont des menteurs). Plus connue sous le nom de « kazeboon », la campagne se présente comme une alternative posmédia pour capter l'audience qui suit l'information au travers des médias d'État ou qui simplement n'est pas au courant de ce qui se passe. Armés d'un projecteur, ses membres exposent dans les rues et les places des quartiers populaires et dans les villages de tout le pays les images prises par des citoyens lors de manifestations. Les actes sont diffusés en direct sur le net et terminent ensuite par des marches et des protestations.

L'impact de toutes ces initiatives est très difficile à évaluer à court terme. Bien que personne ne sous-estime le potentiel du net pour organiser et mobiliser la population et influencer sur l'opinion publique, le fossé digital en Égypte, où seulement un quart de la population est connecté au Réseau, empêche que l'information qui circule librement sur Internet puisse arriver à une partie très importante des citoyens, et en particulier aux moins jeunes. C'est pourquoi, comme à l'époque de Moubarak, les projets de journalisme citoyen aspirent à ce que les médias conventionnels recueillent leurs histoires pour les catapulter à une audience beaucoup plus vaste. L'un des derniers Tweet Nadwa était consacré à débattre sur les obstacles auxquels doivent faire face les citoyens journalistes et à offrir des conseils pour améliorer la diffusion de l'information : « Nous devons maintenir le lien avec

les médias traditionnels. Le journalisme citoyen joue maintenant un rôle clé dans les histoires couvertes par les médias traditionnels, mais rappelez-vous que le pourcentage de personnes *online* est très inférieur au pourcentage de ceux qui regardent la télévision et suivent les médias traditionnels ». Plus il y a d'information, plus il existe de possibilités de changement.

Vers la cyberdémocratie

La transition vers la démocratie des pays arabes qui se sont libérés de leurs dictatures est, dans un certain sens, une expérience nouvelle et non seulement parce que les résultats des urnes en Tunisie et en Égypte ont donné la victoire à l'islamisme politique. Mais aussi parce que, comme l'ont démontré les révolutions dans ces deux pays, les nouvelles technologies permettent aux citoyens de participer activement à la politique sans avoir à faire appel à des intermédiaires. Et parce que le monde occidental, depuis longtemps habitué à donner des leçons de démocratie au-delà de ses frontières, ne peut plus se présenter maintenant comme un modèle d'inspiration pour le monde arabe.

Le mot clé pour la nouvelle génération digitale arabe n'est pas tant « démocratie » que « participation » et « transparence ». C'est de cela que traite le « Morsi Meter » (le compteur de Morsi, <http://www.morsimeter.com/en>), site web inspiré de l'« Obama Meter » qui documente et suit de près le maintien des promesses électorales du président égyptien, Mohammed Morsi, pendant les 100 premiers jours de son mandat. Ses créateurs sont les mêmes que ceux qui avaient mis en marche Zabatak (<http://www.zabatak.com>), qui recueille sur une carte virtuelle les cas de corruption et les dessous-de-table dénoncés par les citoyens dans tout le pays.

En Tunisie, la lutte pour la transparence et la participation est beaucoup plus en avance. À l'ère d'Internet, chercher une voie différente de celle de la démocratie représentative articulée par les partis politiques classiques et construire une cyberdémocratie ou une démocratie directe et en réseau, est la meilleure proposition pour garantir le contrôle des nouvelles institutions. Tel est l'objectif d'OpenGovTn (<http://opengovtn.info/>), un projet auquel participe également le *hackerspace* de Nawaat, et promeut un groupe d'activistes et de membres de l'Assemblée constituante tunisienne et défend que le nouveau système politique du pays doit intégrer des mesures d'*open government* (gouvernement ouvert). OpenGovTn a lancé au début de l'année une campagne baptisée sous le nom de « 7ell » (« ouvrir », en dialecte tunisien, <https://www.facebook.com/7elll>) pour réclamer que la nouvelle Constitution inclue des mesures garantissant une bonne gouvernance démocratique et la participation citoyenne dans les processus politiques. Ils soutiennent que c'est le meilleur moyen d'éviter le retour à la dictature. ■